

OU ALLONS-NOUS ?

Démocratie Ouvrière ?

On nous prie d'insérer la lettre qui suit :

Camarades,

L'Écrit de Puteaux-Suresnes, du 11 juillet, annonce notre exclusion des rangs du P.C. Nous protestons contre cette mesure de discipline et de porter à la connaissance de vos lecteurs notre réponse aux accusations mensongères portées contre nous :

Notre exclusion se rattache directement à celle du camarade Vaebey, prononcée il y a trois semaines. Ces mesures constituent l'épilogue d'une violente campagne de dénigrement menée contre nous par les dirigeants communistes, inexactes parce que nous nous sommes permis d'exprimer loyalement, à l'initiative de notre Parti, des réserves sur sa politique générale :

« Notre exclusion n'a d'autre base que ce dénoyement politique. Les accusations de travail fractionnel et d'indiscipline ne reposent sur aucune preuve, aucun semblant de preuve, comme nous l'avons démontré devant notre cellule et devant le Comité de section, comme nous l'avons démontré encore devant la conférence du 26 juin si on n'avait jure plus comode de nous exclure, sans même daigner nous entendre, comme nous le démontrons ultérieurement par la relation objective et détaillée des faits. Les camarades qui désirent obtenir la brochure avec cette relation sont priés d'adresser René Garmy, 19, rue Gabriel-Philippe, Suresnes (Seine) :

« Dénoncés comme des agents du trotskisme parce que nous nous sommes permis de répondre que nous ne nous sommes jamais préoccupés de savoir si nos conceptions coïncidaient avec les conceptions revendiquées par tel militant, tel groupe, telle cellule, nous nous sommes simplement et librement déterminés, avant tout, sur des faits que nous avons essayés d'analyser au mieux, et qui nous ont convaincus que nous nous rencontrons sur ce point avec d'autres militants mis à l'index, il y a, dans toute des indices d'unité, de solidarité, de cohésion, de discipline que nous ne résoudra pas à coup d'invectives ou d'exclusion :

« Dans un but facile à deviner, on nous accuse d'être « d'indiscipline envers du Front populaire » et d'avoir dénoncé « les rapports amicaux noués avec nos frères de la section socialiste ». Ce chef d'accusation est totalement infondé, car nous nous sommes bornés à reproduire au cours de la discussion, il a été frauduleusement introduit en dernière heure, afin de nous discréditer en premier lieu auprès de nos camarades des organisations syndicales dont nous sommes fiers de mériter la confiance.

Nous ajoutons que non seulement nous sommes d'irréductibles détracteurs de l'unité syndicale reconstituée, mais nous ne cessons encore de nous affirmer pour l'unité organisée du prolétariat réalisée sur le terrain politique dans un parti à bases démocratiques :

« Si le vote que nous avons été frappés, comme nous l'établirons avec les documents à l'appui, pour avoir demandé à notre Parti de faire plus systématiquement appel aux masses laborieuses nous, par exemple, nous n'avons eu aucune envie, peuvent seules sauver l'Espagne républicaine et obtenir l'appui d'un programme du Rassemblement ouvrier, lequel nous fûmes et restons profondément attachés.

René GARMY, Pierre POTT,

« Nous rappelons que le camarade Garmy est l'auteur d'une Histoire du syndicalisme, œuvre très probe qui honore son auteur.

Après la démission du gouvernement de Front populaire à direction socialiste, un Conseil national et un Congrès autorisent certains de nos camarades à faire un gouvernement de Front populaire à direction radicale, avec mission d'achever la réalisation du programme de Rassemblement populaire. On en sommes-nous ? On peut dire que nous sommes en fait entrés dans le détail de toutes les mesures qui frappent les travailleurs, notons que la forte augmentation des impôts indirects et des transports, aggravée par la hausse exorbitante des prix — spéculation contre laquelle on ne fait rien — résumés à néant les augmentations de salaires quand elles sont importantes, ou laissent le salaire (plus particulièrement le fonctionnaire) dans une situation pire que celle où il se trouvait du temps de Laval. Comme toujours, le pauvre fait les frais, tandis que les privilèges capitalistes, en dépit de la faillite Société nationale des Chemins de fer, restent intacts. Car quel train est-il chargé ? On nous les mesure, les fraudes fiscales, les exportations de capitaux, les spéculations, les salobretés des lois sociales ? Dans quelle administration, dans quel gouvernement, et à l'étranger, quel ambassadeur représente la France du Front populaire ? Pour quelle besogne avançons-nous, malgré les contradictions ?

En politique extérieure, même incompréhension des intérêts vitaux du pays et de la paix. Les pirates de l'internationalisme font le jeu des mécontents des mercenaires Italiens et allemands étrangement loquax, mais surtout, l'héroïque république espagnole, tandis que des chefs de la démocratie internationale, du droit international, laissent se forger autour de la France le carcan fasciste qui doit l'étouffer un jour.

Pourquoi, qui croit encore à la non-intervention ? Qui se jense que le front populaire ne nous a pas le plus grand des maux, et que nous sommes démolis ? Pourquoi, dans ces graves conjonctures, nos camarades ministres oublient-ils que le Comité de Masses fait tout le travail sur l'Espagne qui, d'accord avec l'internationalisme socialiste et l'internationalisme syndical, demande la fin des échanges commerciaux avec l'Espagne ? Les résultats de cette politique de concessions et d'abandons, dont notre Parti s'est fait bon mal gré le complice, n'ont pas tardé à se manifester dans nos tracts, notes, et même sur nos manifestations.

En effet, nous pensons que le Front populaire n'existera, ne sera possible que tant qu'il pratiquera la politique hardie de justice et de progrès social qu'il s'est prescrite. Un Front populaire faisant une politique de bloc national est non seulement inconcevable pour un socialiste. C'est ce-

pendant ce à quoi nous ont entraînés les concessions successives par nous consenties.

Pourtant, le plus honnête et le moins dangereux pour le parti ne serait-il pas d'empêcher tout atterrissage au programme du Rassemblement qui s'avère d'ailleurs de plus en plus insuffisant ? Ne dirions-nous pas proposer avec insistance aux camarades la volonté de ceux qui nous ont pour nous concourir, la nationalisation rapide et rapide de quelques grands monopoles puisque, ainsi l'écrit-on, « il n'y a pas d'autre voie de salut » ?

Plus que jamais, nous sommes convaincus que le pouvoir échoit rapidement, quand on n'en use pas, à la volonté de ceux qui versent le monde. Or, malgré ses déclarations répétées de fidélité au Front populaire, Chautemps, gouverne, avec l'aide des ministres socialistes, contre la majorité du pays, contre les intérêts des travailleurs, pour la sauvegarde du capitalisme. De cela, tout le monde se rend compte, et notre bon renom n'y gagne pas.

Mais le plus grave, selon nous, c'est le découragement qui prend bon nombre d'excellents militants. « Et qu'on dit, nous nous avons répété tant de fois que des socialistes, un gouvernement devrait y faire mieux que d'autres, que l'exemple de la social-démocratie allemande ne serait peut-être pas un mauvais exemple pour nous, le Front populaire étant précis et insuffisant, il faudrait s'y tenir et le dépasser, et glisser finalement d'abandon en renoncement dans un opportunisme stérile. Ce n'est point pour cela que nous nous sacrifierions notre temps, notre argent, nos personnes ».

Cet état d'esprit tend à se généraliser. Il est certainement une des conséquences de l'insuffisance importante que certains leaders et les organismes dirigeants du Parti ont attribué aux militants de la base. Ceux-ci savent ce qu'ils veulent, et ils ont le droit de le vouloir, et de le vouloir même légalement, dans les manœuvres complexes des congrès.

Nous pensons que le divorce qu'il y avait déjà lors du Congrès de Marseille, entre les chefs socialistes et les militants de la base, va s'aggraver sous l'effet de la politique bloc national du Front populaire.

Le mal est-il sans remède ? Non, si un sérieux redressement de la politique gouvernementale s'opère immédiatement, ou si le Parti attire aux militants socialistes leur dégoût.

Nous n'insisterons pas davantage. Nous avons voulu simplement, sans nul acrimonie, jeter un cri d'alarme, sur les graves dangers qui menacent le P.F.O., partant vers la démocratie internationale. Nous espérons, en terminant, que ceux qui ont entre leurs mains le détail du Parti sauront trouver dans leur foi socialiste les voies de salut. Qu'ils envisagent même, dans toute la gravité des événements, la convocation d'un Congrès extraordinaire. Le temps nous presse, et il faut agir avec énergie.

Le Travail pour diffuser "Les Cahiers Rouges"

Ainsi que nous l'avions annoncé, nous avons mis à profit la période des vacances pour mettre au point une formule périodique, faite de la partie des Cahiers Rouges, plus accessible.

Ce numéro 3, tiré sur 16 pages, et d'un contenu très dense, est vendu UN FRANC.

La marge entre le prix de revient du numéro et son prix de vente est EXTREMEMENT FAIBLE et la seule possibilité de faire face à nos charges d'imprimerie est d'assurer une très large diffusion de notre périodique. IL FAUT NOUS AIDER : tous les camarades qui le peuvent doivent à bon cœur et se reconnaître. Ils doivent faire des abonnés, nous envoyer des noms d'abonnés possibles.

L'un des MEILLEURS MOYENS de nous aider IDEOLOGIQUEMENT et MATERIELLEMENT est de multiplier CONSIDÉRABLEMENT LA VENTE AU NUMERO des Cahiers Rouges : dans les sections. Nous faisons un appel très pressé à tous nos camarades pour qu'ils organisent cette vente dans les réunions de sections. Il suffit de nous commander, en compte, le nombre voulu d'exemplaires, et de nous solder, le mois suivant, dans tous les journaux de votre ville, de votre canton, des frais de mandat ou de chaque poste.

Nous insistons auprès des camarades qui n'auraient pas encore cette TACHE IMPORTANTE pour qu'ils s'inscrivent d'urgence et passent leurs commandes :

POUR LA SEINE, à BREILLARD, 157, rue du Bataux, à AUBERVILLIERS (Seine).

POUR LA SEINE-ET-OISE, à ROUSSAT, 44, rue Lemoine, à PARIS (17^e).

POUR LES AUTRES FEDERATIONS, à BENSUSSAN, 17, rue Paul-Déroulède, à BOIS-COLOMBES (Seine).

Tous les versements doivent être faits, en indiquant la destination, à ANITA SAUVAGE, 6 bis, rue Brocard, à LEVALLOIS-PERRET (Seine).

Compte bancaire : Paris Société, à Paris Société, en forme de chèques de conférences, documents, brochures, etc.

Aux travail, camarade, pour diffuser les Cahiers Rouges, l'accomplissement sérieux et persévérant de cette tâche essentielle. UN DES PLUS IMPORTANTS FACTEURS de notre succès.